

C A P

Comité d'Action pour le Peuple

le_capburkina@yahoo.fr

70 65 22 07 / 70 26 08 81 / 70 20 82 20

DECLARATION LIMINAIRE (conférence de presse du 22 août 2013)

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Chers camarades,

Merci à tous pour l'honneur que vous nous faites en acceptant de sacrifier votre emploi du temps pour assister à cette conférence de presse.

Le Président Blaise COMPAORE doit partir à l'échéance de 2015, après 26 ans de règne.

C'est pourquoi, nous du CAP – Comité d'Action pour le Peuple, avons lancé l'appel du 23 avril 2013 pour un engagement citoyen afin que tous les burkinabè se lèvent comme un seul homme pour faire barrière à cette mise sous coupe réglée de notre pays et de notre peuple par un système de gouvernance qui défend essentiellement les intérêts d'une famille et du clan constitué autour d'elle. En rappel et succinctement, nous en appelions notre peuple à se mobiliser pour :

- Combattre l'institution d'une dynastie au Burkina Faso ;
- Refuser toute révision ou modification de l'article 37 de notre Constitution allant dans le sens de la pérennité du pouvoir de Blaise COMPAORE;
- Réaliser une alternance démocratique apaisée en 2015 ;
- Instaurer un véritable Etat de droit républicain.

Mesdames et Messieurs,

Depuis lors, malgré le silence apparent, nous nous sommes attelés à rassembler les forces politiques et diverses associations. Depuis, le nouveau Chef de file de l'Opposition Politique a été installé. Il a redynamisé l'institution et la lutte des partis politiques de l'opposition. Il a redonné du souffle et de l'espoir à la lutte contre le pouvoir et son système. Des succès ont été engrangés, que nous tenons à saluer ici. En effet, les marches des 29 juin 2013 et 28 juillet 2013 de par leur succès ont montré que contrairement à une certaine et surprenante affirmation, les marches peuvent faire changer une loi. Les revendications pour le rejet du Sénat participent de la volonté de changement, de l'alternance et du refus de la modification de l'article 37. C'est aussi pourquoi nous nous y associons dans la plénitude de notre engagement.

Depuis, des mouvements et associations divers se sont créés qui montrent que le peuple burkinabè s'inscrit comme nous, dans le sens de l'appel que nous avons lancé, qu'il a soif d'alternance, de plus de justice, d'une meilleure répartition des fruits de la croissance de ce pays. Le peuple dit NON à l'accaparement des richesses du pays par une famille et l'oligarchie constituée autour d'elle.

Mesdames et Messieurs,

Après 4 mois donc, le CAP est devant vous, qui réunit partis politiques et organisations de la société civile. C'est un mouvement en marche, il ira en s'élargissant et se renforçant de tous ceux et celles qui voudront participer à la lutte que mène actuellement notre peuple pour la démocratie et l'alternance.

Constituent aujourd'hui le CAP dans l'ordre alphabétique : l'Association Elites Africaines, le Comité du Peuple pour l'Action - CPA, la Convention pour la Démocratie Sociale - CDS, la Convergence de l'Espoir -

ESPOIR, le Faso Autrement, le Mouvement du 21 Avril 2013 - M21, le Mouvement contre la modification de l'Article 37 - M37, NA GNEETI, le Parti pour la Démocratie et le Socialisme / Parti des Bâtisseurs - PDS/METBA, le Parti pour la Renaissance - PAREN, le Parti pour le Développement et le Changement - PDC, le Parti pour l'Unité Nationale et le Développement - PUND, Prit Lannaya, l'Union des Démocrates pour le Progrès Social - UDPS et l'Union pour la Renaissance / Parti Sankariste - UNIR/PS. C'est un mouvement ouvert, qui se compose, s'étoffe et se renforce en avançant. C'est donc dire que nous attendons tous ceux qui voudront bien mener avec nous ce combat, sans aucun à priori, sans exclusive autant que nous sommes ouverts à toute association pour un front plus large. En outre, le CAP a pour ambition de se constituer en structure de veille pour la défense des valeurs et libertés démocratiques.

Depuis notre appel, la situation nationale a évolué et la peur a changé de camp après :

- Les marches des 29 juin 2013 et 28 juillet 2013 organisées par les partis politiques de l'opposition et le CFOP ;
- La déclaration des évêques, les prises de positions explicites d'autorités religieuses et coutumières qui se sont affichées clairement aux côtés du rejet de la mise en œuvre du Sénat et pour une meilleure et judicieuse utilisation de nos ressources financières.
- Le meeting de la Coalition Contre la Vie Chère où les organisations syndicales se sont particulièrement impliquées ;
- L'échec patent de la contre marche organisée par le pouvoir malgré la forte distribution de billets de banque.

Mais, la nature du pouvoir reste la même : la répression continue contre toute remise en cause du système clanique et antipopulaire de gouvernance. En dernière date on s'attaque à la jeunesse que l'on réduit à l'état de mendicité. Sous ce régime on refuse aux étudiants le logement, le restaurant et on a des milliards pour instaurer un Sénat rejeté par le peuple !

Pendant que le monde aspire à la démocratie (cf. situations au Mali, en Egypte, en Tunisie, etc.), voilà que le pouvoir de Blaise Compaoré s'obstine à refuser l'alternance et cherche à gagner du temps par un recul et des manœuvres éventuellement dilatoires qui ne doivent pas nous faire baisser la garde. Restons VIGILANTS et sur nos gardes !

Aujourd'hui, nous appelons à nouveau les organisations politiques et autres organisations de la société civile, les citoyens et citoyennes à une unité d'action. Le ras-le bol des citoyens que l'on taxe de manquer de civisme est un signe, une alarme qui tinte à nos oreilles ; mobilisons nous donc pour que l'alarme ne soit pas remplacée par les larmes. Voilà les raisons qui nous ont conduit à lancer le CAP. Il attend votre adhésion, votre engagement, vos critiques et contributions.

Jeunes, étudiants, femmes, hommes, travailleurs, le CAP vous attend !

- En avant pour une mobilisation agissante de toutes les forces démocratiques !
- En avant pour un véritable Etat de droit républicain !
- NON à l'instauration du Sénat !
- NON à la modification de l'article 37 !
- OUI à la libération immédiate et sans condition des étudiants incarcérés !
- OUI à la réouverture des cités et restaurants universitaires !
- OUI pour l'alternance en 2015 !
- OUI à l'unité d'action pour le changement !

Merci à tous pour votre attention.